



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pièces et équipements

Question au Gouvernement n° 1367

Texte de la question

VALEO

M. le président. La parole est à M. Guillaume Garot, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Guillaume Garot. Monsieur le Premier ministre, dans la filière automobile, l'entreprise Valeo a annoncé la suppression de 1 600 postes, partout en France.

Ce groupe est en effet en difficulté, et nous avons conscience de la complexité des réponses à apporter, dans une période où le secteur automobile est en pleine mutation. En Mayenne, un quart des effectifs du site Valeo de ma ville de Laval est menacé.

L'État, via le Fonds stratégique d'investissement, est entré dans le capital du groupe Valeo, pour dix-neuf millions d'euros. Très bien. Encore faut-il savoir à quoi servira cette prise de participation. Pour notre part, sur ces bancs, nous avons une idée simple : on ne peut distribuer de l'argent public sans contreparties, *a fortiori* à une entreprise qui promettait hier encore à son ex-PDG un scandaleux parachute doré, équivalant à 200 années de SMIC !

Quand l'État verse dix-neuf millions d'euros, on doit tout faire pour éviter les licenciements. C'est pourquoi, monsieur le Premier ministre, nous vous avons écrit en avril dernier - huit de mes collègues du groupe socialiste concernés par des sites Valeo et moi-même - pour vous demander audience et travailler à des propositions permettant de sauvegarder les emplois.

Vous n'avez pas voulu nous recevoir, alors que notre démarche était constructive et que les salariés qui craignent de recevoir une lettre de licenciement attendent des actes clairs et concrets.

Je vous pose donc de nouveau la question, monsieur le Premier ministre : quand accepterez-vous de discuter des contreparties sociales à l'aide qu'apporte l'État à Valeo, et plus largement, aux entreprises qui bénéficient actuellement de fonds publics ?

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.*

Monsieur le député, puisqu'à travers le groupe Valeo vous évoquez la situation du secteur automobile, je voudrais vous indiquer que le mois de mai a été particulièrement bon pour l'industrie automobile française, le marché ayant progressé de 12,4 % par rapport au mois de mai 2008 (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR - Quelques applaudissements sur les bancs du groupe NC.*)

Les ventes cumulées des cinq derniers mois sont quasiment identiques à celles de la période comparable de 2008 : nous sommes à -1,4 %, alors que le marché a chuté de 40 % en Espagne ou de 15 % en Italie. Cela montre que les mesures adoptées par le Gouvernement ("*Des primes !*" *sur les bancs du groupe SRC*) commencent à avoir un réel impact.

Monsieur le député, vous me parlez du groupe Valeo. Sans minimiser les difficultés liées à son positionnement, il faut rappeler que c'est une très belle entreprise qui se situe parmi les quatre grands équipementiers mondiaux, qui a beaucoup innové ...

M. Maxime Gremetz. Et qui licencie !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État.* ...et qui concentre 45 % de son activité recherche et développement et 30 % de ses effectifs en France où elle ne réalise pourtant que 10 % de son chiffre d'affaires, monsieur Gremetz.

En raison du contexte très difficile, nous avons fait le choix stratégique d'aider Valeo. Le Fonds stratégique d'investissement a pris une participation d'un montant de dix-neuf millions d'euros afin d'accompagner le groupe dans sa modernisation et faire en sorte qu'il demeure l'un des grands équipementiers mondiaux et qu'il continue à investir dans le domaine de l'innovation.

Enfin, s'agissant de la gouvernance, à question précise réponse précise. Le Gouvernement avait été clair, le Premier ministre et Christine Lagarde s'étaient exprimés sur le sujet : les acteurs publics - le Fonds stratégique d'investissement et la Caisse des dépôts - ne voteront pas la motion présentée à l'assemblée générale qui propose un parachute doré à l'ancien dirigeant du groupe Valeo (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Patrick Roy. C'est bien le moins !

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Garot](#)

Circonscription : Mayenne (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1367

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 juin 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 3 juin 2009